

La voix de l'opposition de gauche

Quand le POI se pose en porte-parole des députés "quels qu'ils soient",
y compris de l'UMP et du MoDem.

23 février 2012

(causerie du 23 février)

Dès le mois de février 2011, il y a donc un peu plus d'un an, suite à la lecture d'un article de l'agence Reuters consacré au Mécanisme européen de stabilité (MES) , en en comprenant immédiatement l'enjeu, j'ai créé un sous-chapitre dans la rubrique économie consacré à cet organisme totalitaire.

Pour rappel dans les infos en bref du 15 février 2011 :

- Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Les deux responsables ont ensuite dit que les négociations se poursuivraient entre responsables européens sur les différentes options visant à relever la capacité effective de prêt du FESF(Fonds européen de stabilité financière), sur la manière de rendre le fonds plus flexible ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)

Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !

Les dirigeants du POI sont apparemment longs à la détente...

Depuis, j'ai mis en ligne 11 articles de sources diverses sur le MES pour que les militants en comprennent le fonctionnement et la portée.

Rappel utile des étapes intervenues avant le vote hier des députés en faveur du MES, quand on voit aujourd'hui le POI se réveiller ou découvrir soudain le MES.

- Le **11 mars 2011**, lors du sommet européen de la zone euro, les représentants des États ont trouvé un accord pour signer le traité séparé visant à doter ce mécanisme d'une capacité d'intervention de 500 milliards d'euro.

- Le **25 mars 2011**, le Parlement européen approuva l'amendement de l'article 136 du TFUE

- Le **20 juin 2011** les Parlements nationaux autorisaient, que les tâches du traité du MES seraient effectuées par l'UE et la Banque Centrale Européenne.

- Le **24 juin 2011** : signature de l'accord « Contrat BANQUE-MES » sur la création et installation d'une Institution que nous appellerons ici, n'ayant pas accès à une version française du contrat, et pour éviter la confusion avec des termes déjà existants, la « BANQUE-MES ».

- Le **11 juillet 2011**, le Traité établissant le Mécanisme européen de stabilité a été signé par les représentants des États membres de l'Union. (www.luttedeclasser.org/doceco1.htm)

- Le **2 février 2012** a été signé, à Bruxelles, un traité européen « instituant le Mécanisme européen de stabilité » (MES)

Pour enfoncer le clou, il était prévu que le MES soit ratifié par les Parlements nationaux avant la date butoir du 31 décembre 2011.

Vous aurez compris que s'il avait dû y avoir une campagne pour informer les travailleurs sur ce coup d'Etat des banquiers, plus que pour les mobiliser, puisque aucun parti ouvrier n'en a la capacité ni la volonté, et certainement pas le POI avec ses 7 ou 8 000 adhérents, il aurait fallu s'y prendre dès le mois de mars 2011 et non une semaine avant que le MES soit soumis au vote des députés.

J'ai consulté les numéros d'*Informations ouvrières* du 31 mars 2011 au 22 février 2012.

En dehors d'un entrefilet dans un article du n°142 de la semaine du 31 mars au 6 avril 2011, deux références en coup de vent pages 4 et 8 du n°187 de la semaine du 16 au 22 février, absolument rien, pour le POI, le MES n'existait pour ainsi dire pas !

Les dirigeants du POI font feu de tout bois, en page 4 (IO n°188) ils osent reproduire "*la lettre (anonyme, sic !) d'un militant de la CGT*" qui écrit "*Pourquoi la Confédération ne dit-elle pas un mot du MES qui passe ce mardi à l'Assemblée nationale, alors que ce traité du MES et celui qui doit être signé le 1ermars sont totalement liés ?*", alors que le POI a soigneusement gardé le silence sur le MES pendant 11 mois !

Et les voilà qui appellent à la dernière minute à se rassembler à l'abord de l'Assemblée nationale le jour du vote des députés, le 21 février 2012, quelle bande de charlatans ! Il faut bien que les dirigeants du POI donnent un os à ronger à leurs militants atteints de pétitionite aiguë, désolé pour nos camarades du POI, ils comprendront qu'il faut bien appeler les choses par leurs noms.

Exiger le retrait de la contre-réforme des retraites a foiré, ce qui était prévisible à défaut de chasser Sarkozy, interdire les licenciements a fait un flop retentissant, laissant les militants et travailleurs "*perplexes*" (de l'aveu même de militants du POI), on l'aurait été à moins, idem sur toutes les questions qui ont fait l'objet de pétitions de la part du POI, je vous passe la Sécu, l'Afghanistan et l'Irak ou les pétitions ont carrément fini à la poubelle. L'essentiel étant de faire croire que tout serait possible alors que les conditions ne le permettraient manifestement pas, nourrissant ainsi les illusions des uns et des autres jusqu'au désespoir. Bon, il faut bien s'occuper, avoir l'impression d'exister à défaut de construire le parti dont nous avons besoin pour renverser le régime.

Informations ouvrières titre en couverture : "*Votez non au traité européen !*". Questions : Mais à qui s'adressent-ils ? Au PS dont le candidat vient de faire allégeance à la finance ? Pour le faire passer pour quoi, un parti ouvrier ? En dehors d'une vingtaine de députés du PS qui ont voté contre avant-hier, l'immense majorité d'entre eux se sont abstenus. Le texte doit maintenant passer au Sénat où le PS et ses satellites sont majoritaires. Ils peuvent le rejeter, cela n'empêchera pas son adoption définitive car "*en cas de désaccord l'Assemblée aura le dernier mot*" (Reuters 21.02), il en va ainsi du fonctionnement des institutions de la Ve République, ce dont les dirigeants du POI n'ignorent pas. Alors quel est l'objectif politique de cette campagne ? Légitimer le PS et les institutions, soutenir le régime. Comment ?

D. Gluckstein écrit dans son éditorial : "*On ne peut qu'être stupéfaits de constater qu'il se trouve des parlementaires, quels qu'ils soient, pour appuyer la mise en place de ce MES.*", vous avez bien lu, le "*quels qu'ils soient*" s'adresse également aux députés du parti de l'ordre, incroyable ! Il ajoute "*Honte au député (UMP) Plagnol qui, rapportant sur ce traité le 14 février devant la commission des affaires étrangères, ose se féliciter de ce que les commissions du Parlement français recevront « une information (...) chaque fois qu'une décision engageant les finances de l'Etat serait prise par le conseil des gouverneurs » ! Peut-on imaginer abdication plus servile de toute forme de souveraineté ?*". Il récidive sur le même registre ensuite avec un député du PS.

Le POI avait déjà revendiqué la défense de la "*souveraineté nationale*" si vous vous souvenez, voilà qu'il s'en remet au parti de l'ordre et son supplétif social-libéral pour accomplir cette tâche !

En bon gardien de la démocratie bourgeoise D. Gluckstein pète un plomb : "*Aucun député, aucun sénateur ne peut prétendre parler au nom de la démocratie s'il ne vote pas contre le MES (et contre le traité TSCG que les chefs d'Etat doivent signer le 1er mars)*", car voyez-vous tout ce beau monde serait autrement légitime pour parler au nom de la démocratie, comme preuve de soumission aux institutions de la Ve République on ne pouvait difficilement envisager une preuve aussi flagrante.

Et comment va s'articuler la campagne du POI contre le MES ? Comme d'habitude, elle a essentiellement pour fonction d'épargner les institutions en désignant aux travailleurs et militants un autre coupable, l'UE, la BCE, la Commission européenne, le FMI.

Et pour mobiliser les troupes, il faut leur foutre la trouille, ce n'est rien de moins qu'une question de "*vie ou de mort*", c'est écrit dans la note qui figure en bas de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Demain, avec le MES, plus besoin de tractations : le conseil des gouverneurs aura droit de vie et de mort sur tous les peuples !*". Bon, O. K., on est mort, nous voilà bien avancé ! A quoi bon nous battre alors !

Alors comment s'y prend le POI pour détourner les militants et les travailleurs des institutions ? En juxtaposant deux propositions identiques dont la seconde est introduite par une restriction "*même si*", dans le but de minimiser ou de faire oublier aux lecteurs de quelle manière s'enchaînent les faits, le rapport réel qui existe entre d'une part le FMI, la BCE et la Commission européenne et d'autre part le représentant du gouvernement au sein du conseil des gouverneurs du MES. Lisez attentivement le passage suivant, vous comprendrez immédiatement que le MES n'existerait pas sans l'aval des chefs d'Etat, exactement comme avec tous les traités de l'UE.

Page 3, on peut lire : "*Le FMI (dirigé de fait par le gouvernement américain, qui y dispose du plus grand nombre de parts), la Banque centrale européenne, la Commission européenne seront donc les véritables maîtres du fonctionnement du MES, au compte du capital financier, même si le conseil des gouverneurs et le conseil d'administration du MES seront composés de membres désignés par les gouvernements.*" (le passage souligné par mes soins)

Vous avez deux affirmations dont l'une l'emporte sur l'autre, mieux dont l'une est fautive et l'autre correcte. Le FMI, la BCE et la CE seront les "*véritables maîtres*", c'est l'affirmation erronée, car seulement et seulement si les gouvernements désignent les membres qui participeront au conseil d'administration du MES, c'est l'affirmation juste, dans le cas contraire point de MES, tout l'édifice s'écroule, voilà ce que le POI cautionne par une vulgaire manipulation.

Mais encore ? Sur le plan pratique, c'est simple, une fois le décors planté le reste est une formalité, un mot d'ordre rodé depuis des années, page 2 : "*...dire : « BCE, Union européenne, FMI dehors ! » ?*" comme en Grèce précise Marie Stagliano, au lieu d'axer le combat contre le gouvernement,

contre le Parlement, contre les institutions, bref, contre l'Etat des capitalistes qui vont profiter de la mise en oeuvre du MES et la boucle est bouclée.

Il y a pire encore.

Si vous avez lu les derniers articles mis en ligne dans le site ou les infos en bref qui relataient les derniers développements de la situation politique en Grèce, vous avez pu constater que les masses grecques s'en prenaient dorénavant violemment au gouvernement et à tous les partis qui participent au Parlement, vous avez pris connaissance des derniers sondages qui donnaient entre 42 et 45% des intentions de votes aux élections législatives qui auront lieu en principe au mois d'avril aux formations politiques dites d'extrême gauche, tandis que le PASOK et le LAOS (extrême droite) étaient laminés, respectivement 8 et 5%, donc la campagne du POI au lieu d'écouter le prolétariat grec, de s'inspirer de la radicalisation des masses, au lieu de s'inspirer du profond mouvement qui porte les masses contre les institutions, à poser directement la question de l'Etat à terme dans le meilleur des cas, au lieu de les soutenir, il s'en détourne, leur donne un coup de poignard dans le dos en les renvoyant dans les bras de la troïka et des partis qui soutiennent sa politique réactionnaire, sachant que c'est seulement en posant la question de l'Etat et du gouvernement ouvrier révolutionnaire qu'il sera possible aux travailleurs grecs de rompre avec la troïka et de trouver la voie de leur émancipation, du socialisme, de mettre en oeuvre une politique conforme à leurs intérêts.

Aider les travailleurs à démêler l'imbroglio créé autour de l'UE et l'Etat, tel est notre devoir au lieu de l'embrouiller comme le fait le POI. La souveraineté de la nation, on ne peut la considérer que dans une société délivrée du cycle infernal de l'exploitation et de l'oppression s'étendant à l'humanité toute entière, autrement à notre époque, c'est l'argent, le profit qui est souverain, ce qui de notre point de vue est indéfendable.

On ferait mieux d'aider les travailleurs à conquérir leur souveraineté sur les rapports sociaux auxquels ils sont soumis, leur indépendance de la classe des capitalistes. Défendre tous nos acquis, mais dans cette perspective politique. Si on doit créer de nouvelles institutions, pourquoi ne pas s'y mettre dès maintenant, préparer des décrets, des textes législatifs, rédiger une nouvelle Constitution, se préparer à une situation de double pouvoir avant d'engager le combat final et vaincre notre ennemi.

La notion de victoire est importante, elle concrétise une théorie, des rapports, et non une utopie ou des chimères ; l'utopie est utile quand on trouve le moyen de répondre à une question sans en connaître la réponse. On peut imaginer un monde sans argent, mais on est incapable de le décrire. Les chimères sont aussi du domaine du vagabondage de la pensée. En revanche on est capable de décrire les étapes pour y parvenir, d'où l'importance de la théorie et de la connaissance de la nature sociale des rapports qui existent dans la société pour la changer.

N'est pas anticapitaliste qui ne comprend pas qu'il faut se libérer au préalable du carcan législatif, juridique, institutionnel qui légitime le régime capitaliste, pour ensuite s'attaquer à ses fondements. C'est uniquement la combinaison du combat contre le capitalisme et les institutions qui peut permettre de réaliser l'unité de la classe et faire sauter le régime. Vous pouvez combattre sur le plan politique sans jamais descendre au niveau des fondations du capitalisme, et vous pouvez combattre sur le plan syndical sans jamais vous élever au niveau des institutions ou de l'Etat, sauf une fois tous les 5 ans !